

MAIRIE DE VALLOUISE-PELVOUX

ARRETE MUNICIPAL n° 2024-29

PORTANT FERMETURE TEMPORAIRE DE LA ROUTE DES PARCHERS

Le Maire de la Commune de Vallouise-Pelvoux,

Vu les articles L 2212-1 et L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur les pouvoirs de police du Maire ;

Vu les articles L 2213-1 à L 2213-4 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur la police de la circulation et du stationnement ainsi que les articles L1111-1 à L1111-6 ;

Vu le code de la route, notamment l'article R.411-25 ;

Vu l'arrêté interministériel sur la signalisation routière (livre I-8 partie signalisation temporaire) approuvé par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

Vu la demande formulée le 23 avril 2024 par l'entreprise WEILER MAXIME, sollicitant la fermeture temporaire de la route des Parchers afin de réaliser des travaux d'urgence portant sur le remplacement de câbles électriques ;

Considérant la nécessité de réglementer la circulation pour permettre le bon déroulement du chantier ;

ARRETE

Article 1 : La route des Parchers sera temporairement fermée à la circulation entre les numéros 395 et 459, du jeudi 25 avril 2024 au jeudi 2 mai 2024 inclus

Article 2 : La signalisation réglementaire sur la zone de travaux sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière susvisée.

Elle sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée des travaux.

Article 3 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par tous les agents habilités à cet effet.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté est adressée à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de l'Argentière-la-Bessée
- Monsieur le Directeur de la Maison technique du Département des Hautes-Alpes de Briançon,
- Monsieur le chef du centre de secours de Vallouise-Pelvoux, SDIS 05
- Entreprise WEILER MAXIME, demandeur.

Fait à Vallouise-Pelvoux, le 23 avril 2024

Le Maire
Gaëlle MOREAU



Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en application de l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales publié sur le site Internet de la commune le : 23/04/2024
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.